

Cadre d'orientation

Promotion de partenariats multi-acteurs (MAP) des promoteurs privés

– en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019 –

Les partenariats multi-acteurs (MAP) permettent de déclencher des **changements sociaux profonds** lorsqu'il importe de relever des défis complexes qui ne peuvent pas être abordés de manière satisfaisante par un projet à promoteur privé classique. Dans le cas des partenariats multi-acteurs, une ONG allemande coopère à long terme avec des **acteurs de l'économie**, de l'**État**, de la **science** ainsi que de la **société civile nationale/locale** pour élaborer ensemble et **sur un pied d'égalité** des solutions possibles aux défis complexes. Un **partenariat institutionnalisé** est créé auquel tous les acteurs participent avec leurs expériences et ressources.

En règle générale, le **budget** des partenariats multi-acteurs initiés par la société civile varie entre **250 000 et 1,5 millions d'euros**. La durée est tout d'abord limitée à quatre exercices budgétaires, une phase ultérieure étant possible.

Dans le cadre d'un partenariat multi-acteurs,

- des structures de dialogue durables dans le pays partenaire et/ou en Allemagne sont créées qui mènent à l'établissement d'un partenariat à long terme et institutionnalisé ;
- des objectifs concrets pour le MAP sont élaborés et des règles et mécanismes pour le MAP sont adoptés, ensemble avec des partenaires de l'économie, de l'État, de la science ainsi que de la société civile nationale/locale ;
- des contributions concrètes de différents acteurs visant à la réalisation commune des objectifs sont identifiées et une procédure d'établissement de rapports est adoptée pour vérifier les contributions des acteurs et le degré de réalisation des objectifs à un stade avancé du partenariat multi-acteurs ;
- les tâches de coordination sont généralement assumées par l'ONG déposant la demande ou par les partenaires de projet issus de la société civile dans les pays en voie de développement.

Les mesures effectuées dans les pays en voie de développement sont normalement un élément essentiel du partenariat multi-acteurs. Les accords de partenariats multi-acteurs sont développés ou mis en œuvre dans les différents pays et des « leçons apprises » sont élaborées.

Les projets MAP doivent faire apparaître une **approche stratégique** pour la création des structures de dialogue dans le cadre des partenariats multi-acteurs ainsi qu'un **impact transformationnel** du projet qui implique aussi des changements sociaux. Vu que dans le cadre des projets de partenariats multi-acteurs, il y a aussi une étroite coopération avec des acteurs politiques en Allemagne et dans le pays partenaire, le **BMZ** est **impliqué** activement **dans la coordination de la demande**. Il **appuie le projet de partenariats multi-acteurs sur le plan politique** si cela est judicieux et nécessaire pour le succès du partenariat.

Distinction : Les partenariats multi-acteurs, caractérisés par une coopération à long terme et institutionnalisée, doivent être distingués d'autres approches impliquant une pluralité de parties prenantes, telles que les dialogues sectoriels ou les projets de promoteurs privés impliquant les entreprises. Les dialogues sectoriels sont normalement beaucoup moins institutionnalisés et ont des objectifs moins concrets et moins d'obligations de faire rapport. Les coopérations entre des mesures de promoteurs privés et des entreprises au niveau micro ne poursuivent normalement pas d'objectifs aux niveaux méso et macro et n'ont pas la prétention d'induire des transformations à grande échelle. D'autres programmes et projets dans le titre de subvention « promoteurs privés classiques » utilisent une approche impliquant une pluralité de parties prenantes et travaillent également avec différents partenaires à plusieurs niveaux d'intervention lors de la mise en œuvre des activités de projet. Dans ce cas, il n'y a cependant pas de structures de gouvernance et de dialogue explicites qui sont créées avec des acteurs multiples pour induire un impact transformationnel sur la base d'une approche commune.

Le **prérequis** nécessaire pour la subvention de projets MAP est la qualification des promoteurs privés par :

- un minimum de trois ans d'expérience dans la mise en œuvre de projets subventionnés par le BMZ ou d'autres ministères fédéraux ;
- une spécialisation dans la prise d'influence politique (plaidoyer) ainsi qu'une bonne mise en réseau et une capacité de dialogue interinstitutionnel prouvée pour susciter la participation des acteurs nécessaires et les mobiliser ;
- des expériences dans le secteur ainsi que dans la coopération avec les acteurs devant être impliqués dans le cadre du projet MAP, issus de la société civile, de l'économie, de l'État et de la science ;
- la participation à des mesures de formation et de perfectionnement en matière d'approche MAP et de la mise en œuvre de projets MAP par l'intermédiaire d'Engagement Global/bengo ;
- la concertation avec Engagement Global/bengo en ce qui concerne l'idée de projet MAP avant la présentation du projet lors de la requête annuelle de planification.

Simplifications des procédures :

Les efforts nécessaires pour la préparation et mise en œuvre d'un projet MAP sont beaucoup plus élevés par rapport aux projets classiques de promoteurs privés, raison pour laquelle on a introduit les simplifications suivantes pour les procédures :

1. En raison de leur grande importance politique, une attention spéciale est accordée aux demandes de projet MAP dans le cadre de la priorisation des projets par le BMZ.
2. Fonds propres : pour appuyer la mise sur pied de structures de dialogue en Allemagne, pour lesquelles le promoteur privé ne peut générer des dons ou faire participer les partenaires que de façon très limitée, les **fonds propres requis pour les projets MAP ne s'élèvent qu'à 10%**.
3. Possibilités de financement d'activités de réseau et de frais de personnel liés au projet dans les pays partenaires et, dans des cas exceptionnels, en Allemagne (appréciation au cas par cas selon le contexte).
4. Forfait de frais administratifs, en règle générale 14%.
5. Comparativement aux projets de promoteurs privés classiques, outre le forfait de frais administratifs à hauteur de 14%, les frais de mise en œuvre suivants peuvent être financés pour les projets MAP :

6.

Forfait de frais administratifs (jusqu'à 14%)	Frais de mise en œuvre
Frais de bureau	Dépenses de fonctionnement et de personnel liées au projet (dans le cadre de la mise sur pied et du renforcement de structures de dialogue MAP)
Dépenses de fonctionnement et de personnel générales en Allemagne (coordination du projet, administration du projet, service de comptabilité, etc.)	Services de coordination technique en Allemagne ou dans d'autres pays, structures de gestion, experts, assistance de projet dans le cadre de la mise sur pied de structures de dialogue MAP
Ateliers de planification générale	Réunions de coordination et de pilotage des partenaires de dialogue MAP
Réunions de coordination générale pour la mise en œuvre de projets	Groupes de travail et réunions spécialisées des acteurs MAP/parties prenantes
Voyages de supervision de projets supplémentaires	Voyages internationaux et réunions de coordination des partenaires de dialogue MAP pour renforcer la structure MAP
	Échange Sud-Sud et Nord-Sud-Nord
Marketing général, collecte de dons	Travail médiatique pour la mise sur pied et/ou le renforcement des structures MAP

7. Possibilité d'une phase ultérieure : pour amplifier les résultats de la première phase, l'approbation d'une phase ultérieure est possible. Cette dernière ne peut toutefois pas être confirmée dès le début de la première phase. De cette manière, la première phase de projet doit, elle aussi, comprendre un objectif pouvant être atteint et réalisé de façon durable et déployer des effets lors de la mise sur pied des structures de dialogue MAP, et ce indépendamment d'une phase ultérieure.

Conception de la demande :

Les Directives en matière de promotion de projets et programmes d'importance pour le développement réalisés par des promoteurs privés allemands du 1^{er} janvier 2016 s'appliquent aussi aux projets MAP. Avant le début, il faut réaliser une **étude de faisabilité** comprenant une **analyse des acteurs** (cf. Indications utiles pour la réalisation d'études de faisabilité sur le site <https://bengo.engagement-global.de/downloads.html>), dans le cadre de laquelle il est aussi possible de réaliser un atelier avec les acteurs et parties prenantes qui doivent être impliqués.

Exemple de matrice d'impacts pour les MAP au niveau de la réalisation

Objectif général (impact) : Un partenariat multi-acteurs bien établi et fonctionnel et ses structures de dialogue favorisent la mise en place de chaînes d'approvisionnement plus équitables ainsi qu'une gestion durable des stocks de poissons en Équateur. De plus, ils contribuent à améliorer la situation socioéconomique des pêcheurs et à assurer durablement leurs moyens d'existence.

Réalisation (effet direct, outcome)	Indicateurs	
	État actuel (valeur initiale)	État visé (objectif)
La mise sur pied et le renforcement de structures de dialogue dans le cadre d'un partenariat multi-acteurs favorise le développement de processus de décision concertés entre les acteurs pertinents dans le contexte d'une gestion durable de la pêche dans la région.	<p>Pêcheurs industriels et artisanaux doivent se partager les ressources en poisson. Les conflits d'intérêts augmentent en raison de la pression croissante dans la pêche.</p> <p>Les conflits d'intérêts entre les marchands locaux et les pêcheurs artisanaux font en sorte qu'il n'y ait pas de négociations de prix transparentes et entraînent un désavantage économique pour les pêcheurs artisanaux. Les acteurs d'une chaîne d'approvisionnement globale et complexe ne sont pas conscients du faible pouvoir de négociation des pêcheurs artisanaux et de leur dépendance économique par rapport aux intermédiaires, donc ils n'interviennent pas.</p> <p>Les structures organisationnelles communales, régionales et nationales responsables de l'exploitation des ressources en poisson ne sont pas pleinement opérationnelles. L'intégration indispensable des représentants des secteurs de la pêche, ONG, scientifiques et autres acteurs est faible.</p> <p>Il n'existe pas de flux d'information et de processus de décision ascendants et descendants entre les niveaux de l'administration publique.</p>	<p>- D'ici novembre 2020, les structures de dialogue MAP mises sur pied (se composant d'au moins 3 acteurs des grandes entreprises internationales, 15 représentants des pêcheurs artisanaux, 3 intermédiaires, 3 représentants des autorités locales et 4 représentants de la société civile) mèneront à une meilleure coopération entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, à un renforcement des compétences et de nouvelles possibilités de financement (étude de la situation actuelle – baseline – et étude à la clôture).</p> <p>- L'indépendance économique des pêcheurs artisanaux par rapport aux intermédiaires s'est accrue durablement (étude de la situation actuelle et étude à la clôture).</p> <p>- D'ici novembre 2020, les structures de dialogue MAP mises sur pied et la coopération améliorée entre les autorités communales, régionales et nationales, les scientifiques, représentants des secteurs de la pêche, ONG et autres acteurs, ainsi que les capacités accrues mèneront à un accord contraignant visant à réaliser les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) mise en œuvre harmonisée et efficace de deux plans d'exploitation locaux des ressources en poissons ii) mise sur pied d'une association représentative des intérêts des pêcheurs au niveau national et au sein de 21 organisations de gestion locales et 2 régionales permettant de renforcer leurs droits d'accès iii) participation active et collaboration d'au moins 200 femmes de familles de pêcheurs au développement et à la gestion d'entreprises sociales et aux domaines de travail

		liés à la pêche à la ligne à main (plan d'affaires) iv) au moins un investissement public pour la promotion des pêcheurs artisanaux par zone de projet, ce qui constitue un appui à l'objectif du projet
--	--	---

Preuves : Pour les projets MAP, les preuves intérimaires et de l'usage doivent inclure :

- un rapport financier
- un rapport factuel se référant à la matrice d'impacts du partenariat multi-acteurs
- un accord concernant la mise en place du partenariat multi-acteurs présenté pour information au plus tard à la fin du projet au BMZ et à Engagement Global bengo
- La preuve intérimaire devrait également comprendre un exposé des succès et défis rencontrés lors de la mise sur pied des structures de dialogue MAP.